

**Diplomatie culturelle - Contrat
d'objectifs et de moyens de l'Institut
français - Audition du président du
conseil d'administration et de la
directrice générale déléguée de
l'Institut français devant la
commission des affaires étrangères
de l'Assemblée nationale**
(Paris, 25 janvier 2017)

Le président du conseil d'administration - Je vous remercie, Madame la Présidente, pour vos propos encourageants sur l'Institut français, son rôle comme opérateur de l'État chargé de promouvoir la culture française à l'international et sa mission de dialogue entre les cultures. Je puis vous assurer que les équipes de l'Institut français que je vois travailler au long des semaines, le jour mais aussi la nuit, ne ménagent ni leurs efforts ni leur temps pour permettre à la France de rayonner partout où elle le peut sur les deux hémisphères, au travers de notre réseau composé de quelque 160 services d'action culturelle, 97 instituts français, 817 alliances françaises et de très nombreux autres partenaires, partenaires étrangers ou français, institutions culturelles ou collectivités territoriales.

Le contrat d'objectifs et de moyens (COM), qui fixe pour les trois années à venir ses axes stratégiques, est pour l'Institut français l'outil indispensable à la conduite de son action à l'étranger. L'Institut a été pensé et construit pour être un opérateur d'influence au service du pays. Les options qui avaient été envisagées lors de son installation - le rattachement du réseau en particulier - ayant été clarifiées, il n'y a pas lieu d'y revenir : l'Institut est aujourd'hui en ordre de marche.

Il a pour mission première, est-il dit dans le COM, «de développer l'influence et l'attractivité de la France par sa culture et sa langue». «Par sa culture», dans sa diversité créative, avec une inclination particulière pour les formes nouvelles, l'émergence artistique et les nouvelles tendances, avec la volonté de rencontrer de nouveaux publics, de détecter les innovations dans la palette très vaste de nos talents, jeunes ou confirmés. «Par sa langue» parce que le français est une langue de demain et qu'il faut veiller à ce qu'elle soit largement parlée à la maison, au travail et sur internet, et qu'elle le soit correctement - ce qui me semble être le grand défi de demain, souligné par le président de la République lors du dernier sommet de la Francophonie, qui s'est tenu à Madagascar. «Par la langue» aussi parce que «la pensée se fait dans la bouche» selon les mots de Tristan Tzara : notre façon de concevoir et d'exprimer le monde, notre approche universelle et humaniste restent une référence et, de l'étranger, on attend souvent que nous exprimions notre point de vue, en français, sur les grands problèmes contemporains, philosophiques ou scientifiques. Demain, 26 janvier, se déroulera, sur seize fuseaux horaires, de Tokyo le matin à Los Angeles tard le soir, La Nuit des idées : dans 40 pays, 50 villes, 70 lieux de culture et de savoir en liaison avec notre réseau, et même 100 en tenant compte des partenaires associés via le réseau participatif. Cet événement illustre parfaitement l'approche ambitieuse que le COM nous assigne et que l'Institut français entend suivre.

L'Institut français a pour mission seconde «d'animer le dialogue et de favoriser les échanges avec les cultures étrangères en France, en Europe et dans le monde». Il ne s'agit pas d'amener le monde à penser comme nous. Il ne s'agit pas non plus de soft power comme je l'entends souvent dire, concept forgé pour exprimer l'épuisement des ressources du hard power - des termes que j'énonce tout exprès en anglais. Il s'agit de mettre en relief l'apport pour la culture française du frottement avec l'étranger, et de reconnaître que le dialogue avec l'autre est une source d'inspiration, de développement, de sérénité et donc de paix autant que de découverte.

L'Institut français a promu de nombreuses «Saisons culturelles» ; elles constituent l'un des principaux vecteurs de cette philosophie. La saison France-Corée, au cours de laquelle quelque 500 événements croisés se sont déroulés en un an, a été close le 15 décembre dernier et, le lendemain, l'année France-Colombie a été lancée par une fête des lumières organisée par la Ville de Lyon ; selon la municipalité de Bogota, elle a réuni 900.000 personnes en huit jours. En 2017, la France sera l'invitée d'honneur de la Foire du livre de Francfort, la plus grande foire mondiale de ce type. Ce choix résulte du constat fait par nos autorités que les jeunes générations, en Allemagne et en France, se connaissent moins bien et échangent moins que ne le faisaient les générations précédentes. Pour faire se rapprocher la jeunesse franco-allemande, il a paru utile d'utiliser le vecteur du livre. En favorisant les contacts entre éditeurs allemands et français, nous escomptons créer de nouveaux ponts entre nos deux pays au moment où, sur fond de «Brexit» et d'incertitudes américaines, la dynamique du couple franco-allemand revêt une importance particulière. Le pavillon français sera ouvert aux éditeurs du Sud et une nette dimension francophone caractérisera notre présence à la Foire de Francfort.

Les résidences - à la Cité internationale des arts, à la Villa Kujoyama au Japon et hors les murs, c'est à dire partout dans le monde -, que l'Institut français cherche à mettre en valeur, ont la faveur des artistes. C'est un autre exemple de l'importance que nous attachons au dialogue des cultures.

Comme le souligne le COM, nous faisons d'autre part bénéficier de notre expertise les pays du Sud, l'Afrique et les Caraïbes en particulier, en concevant in situ des événements structurants pour les jeunes créateurs qui leur permettent de se mettre en rapport avec des réseaux professionnels. C'est le cas pour la danse à Ouagadougou : la dixième édition du festival Danse l'Afrique danse ! qui a eu lieu en novembre dernier a rassemblé 43 compagnies de 13 pays africains et permis la signature de quinze contrats par ces compagnies en une semaine. C'est le cas aussi pour la Biennale de la photographie à Bamako, et encore pour le cinéma, au Burkina Faso et à Madagascar, et pour nos programmes «Cinéma du monde» et «La Fabrique du cinéma» : 70% de nos lauréats étrangers trouvent à Cannes un partenaire pour poursuivre leur aventure.

Il va de soi que ces réunions professionnelles profitent aussi à nos artistes. Par ce vecteur, nous réussissons à promouvoir nos créateurs, dans toutes les disciplines, sur les scènes internationales ou dans les lieux prescripteurs.

Dans le cadre de ce dialogue permanent avec les autres cultures, nous sommes en mesure, grâce à des instruments éprouvés tels les «labs» d'identifier et d'animer des réseaux d'influence intergénérationnels qui constitueront nos relais de demain dans des pays en mutation importants pour notre diplomatie, notamment au Moyen-Orient. Les programmes de mobilité

avec la rive Sud de la Méditerranée sont particulièrement utiles. Nous en avons mis trois au point : «Safir Lab», avec les pays arabes, connaît un énorme succès ; «Culture Lab» couvre le monde entier ; «Afrique Lab», monté avec l'Allemagne pour identifier les entrepreneurs de demain, se déroulera bientôt au Cameroun, au Ghana, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Nigéria et, bien sûr, à Berlin et à Paris. La réaffirmation de cet objectif dans le COM est donc très pertinente.

L'Institut français continuera évidemment - c'est le troisième objectif qu'il lui est demandé de satisfaire - d'appuyer le réseau par des formations destinées à toutes les catégories de personnels, et de mettre à sa disposition les outils numériques existants et ceux que nous finalisons pour l'année qui s'ouvre.

Le COM qui vous est soumis diffère du précédent par deux aspects. Le premier est la recherche plus systématique de transversalité. Il s'agit, à l'ère du numérique, de tenir compte d'une tendance profonde de la création, tous domaines confondus, vers l'interdisciplinarité et l'hybridation. Pour autant, il ne s'agit pas de recenser, de montrer ou d'exporter n'importe quoi, et de nombreux experts du ministère de la culture sont là pour nous aider. Le secrétaire général du ministère le rappelait lors de notre dernier conseil d'administration : il s'agit de promouvoir la culture mais assurément une «bonne» culture, dans laquelle le public se retrouve, se projette et se construit.

Le second point concerne la «géographisation». En annexe du COM figure la cartographie des priorités de l'Institut français. Trois catégories sont déterminées. Le premier cercle comprend les 39 pays et territoires désignés prioritaires qui concentreront à l'avenir la majorité de nos actions culturelles, lesquelles seront contractualisées sur un triennat afin de donner la lisibilité nécessaire à notre stratégie commune ; nous avons commencé l'élaboration de ces documents avec une dizaine de ces pays. Le deuxième cercle comprend onze zones de mutualisation couvrant 63 pays où notre intervention sera conditionnée par le partage des coûts et la mise en oeuvre de synergies. Le troisième cercle regroupe les autres pays, qui continueront de bénéficier de l'ensemble des outils mis à la disposition du réseau et des actions de formation.

La géographisation ainsi conçue, qui résulte aussi de la contraction de nos moyens, nous permettra de mieux cibler nos actions. Il va de soi qu'il ne s'agit pas d'un instrument absolument rigide : cette carte sera adaptée en tant que de besoin si de nouvelles priorités politiques apparaissent, et nous veillerons à ne pas nous faire surprendre - le moment viendra, par exemple, de réinvestir la Syrie et la Lybie. Nous avons déjà entrepris, en liaison avec la direction générale de la mondialisation, de confronter nos priorités géographiques avec celles des directions politiques du ministère des affaires étrangères pour recueillir leur point de vue et préciser les instruments spécialisés que nous entendons mettre en oeuvre selon les régions. De même, j'entreprendrai plusieurs missions dans les pays «de la ligne du front», Pologne et Ukraine par exemple, et sans doute aussi en Asie centrale, pour me mettre à l'écoute de pays dont la position nous dicte de rester attentifs à leurs évolutions politiques ou économiques, et où la culture peut jouer un rôle plus important.

La géographisation n'est pas une nouveauté complète puisque le dernier conseil d'orientation stratégique, en 2012, avait dressé la liste de 78 pays prioritaires. Elle doit s'accompagner d'une mobilisation adaptée du réseau par la meilleure information des ambassadeurs sur leur positionnement et ce qu'ils peuvent en retirer et par la sensibilisation des conseillers de

coopération et d'action culturelle à la nécessaire connaissance et coordination des programmations dans une région donnée. En résumé, la géographisation doit être comprise comme un principe d'action et non comme la gestion vaille que vaille d'un budget qui rétrécit comme une peau de chagrin.

Il va de soi que, pour faire face à l'ensemble de ses missions, dont le périmètre n'évolue pas en substance, l'Institut français cherchera à consolider ses capacités de pilotage. C'est le quatrième objectif qui lui est dicté.

Pour ce qui est des dépenses, beaucoup a été fait déjà. L'Institut français a su préserver l'ensemble de ses missions et actions en dépit de la réduction de 24% de son budget depuis sa création, et de 34% de ses crédits d'intervention. Cette année encore, la baisse de 3% que nous avons subie s'est traduite par une réduction homothétique de 8% de notre capacité d'action ; tous nos programmes ont été touchés.

Hors Foire de Francfort, le budget consacré au livre - qui est la première industrie culturelle française et la première industrie culturelle française à l'exportation - est aujourd'hui inférieur à 1 million d'euros. La majeure partie de ces ressources, soit 450.000 euros, est consacrée au soutien à la traduction et à l'aide à la cession de droits étrangers et audiovisuels ; 120.000 euros vont à la formation de traducteurs et 280.000 euros à la modernisation des médiathèques des établissements français à l'étranger.

Pour le cinéma et plus particulièrement le cinéma étranger, la baisse du budget sur six ans a été de moitié. Le budget alloué au cinéma étranger au travers de l'aide aux cinémas du monde - 208 projets soutenus en provenance de 72 pays -, de la fabrique du cinéma -124 réalisateurs et producteurs accueillis depuis 2009 - et des autres actions que nous menons en faveur de la cinémathèque Afrique ou des résidences d'écriture, est maintenant légèrement inférieur à un million d'euros. C'est dommage, car sur ces programmes uniques en leur genre, conduits avec le Centre national du cinéma, notre visibilité est excellente et les résultats obtenus sont remarquables : ainsi, douze des films sélectionnés à Cannes en 2016 avaient bénéficié de l'aide aux cinémas du monde.

L'ambition qui sous-tend le COM 2017-2019 demande que ces moyens soient au minimum reconduits pour les trois années à venir, faute de quoi l'écémage rendra inopérante la mise en oeuvre d'une partie de la stratégie qui nous est assignée.

Pour ce qui est des recettes, l'Institut français est très dépendant des subventions qu'il reçoit de ses ministères de tutelle. Nous avons mentionné à plusieurs reprises à notre nouvelle cotutelle, le ministère de la culture et de la communication, que nous espérons de sa part un engagement plus marqué à l'avenir. Il reste que la diversification des ressources est une préoccupation constante de notre établissement. Toutes les pistes qui nous ont été offertes sont exploitées : mécénat, financements européens, partenariats avec les collectivités territoriales, cours de français en ligne... D'autres - les offsets des contrats obtenus à l'étranger pour intégrer une offre culturelle, ou les nouveaux partenariats institutionnels - sont à l'étude, sans résultats encore.

Soyez certains que les missions que vous nous assignez nous tiennent à coeur. Les enjeux pour l'influence de la France nous paraissent essentiels. Les équipes de l'Institut français sont fières de participer à notre diplomatie et au rayonnement de notre pays à l'étranger par ce qui le définit sans doute le mieux pour le plus grand nombre : la culture, l'échange et le dialogue, notre langue, l'esprit français et celui de ses créateurs. C'est un capital qu'il nous faut absolument préserver pour les générations présentes et à venir.

(Interventions des parlementaires)

Le président du conseil d'administration - La question posée par M. le député est une question récurrente à laquelle je ne peux pas répondre. Elle ouvre un débat sans fin.

Deux philosophies s'expriment en matière de culture : les tenants de la culture patrimoniale, qui est très forte en France, et ceux de la culture contemporaine. Les deux coexistent très bien. L'Institut français n'a pas la prétention de porter toute la culture française. Certains grands musées en France développent leur propre politique internationale, sans avoir besoin de s'associer à l'Institut français. Nous entretenons néanmoins avec eux des relations très régulières.

C'est le mariage de ces deux formes d'action qui nous permet d'assurer le rayonnement de la culture française à l'étranger - ce qu'elle a été dans l'histoire, ce qu'elle est aujourd'hui et ce qu'elle sera demain. Certains pays sont très sensibles à la culture patrimoniale quand d'autres sont très demandeurs de création contemporaine.

Je me suis rendu il y a deux mois en Chine dans une ville dont le nombre d'habitants est passé de 30.000 il y a trente ans à 1,3 million aujourd'hui. Cette ville possède un musée d'art contemporain dont les 70.000 mètres carrés sont complètement vides. Le propriétaire du musée souhaite faire appel à la création contemporaine pour remplir cet espace. Le public chinois est très demandeur de ce type de culture.

Le mariage de la culture patrimoniale - le Louvre Abu Dhabi sera une très belle opération - et de la culture contemporaine - qui présente toutes les scènes, les créations, les nouveaux talents - se fait sans aucune difficulté. L'une et l'autre trouvent facilement leurs publics.

Nous sommes très dépendants des subventions versées par les ministères - elles représentent 75% de notre budget. Le montant des subventions allouées par le ministère des affaires étrangères est dix-huit fois plus élevé que celui des subventions du ministère de la culture qui exerce pourtant la co-tutelle depuis juillet dernier. Nous avons lancé un appel à ce dernier pour qu'il rééquilibre sa participation. Mais nous souhaitons que ce rééquilibrage s'opère par le haut : que le ministère augmente sa participation sans que le Quai d'Orsay en profite pour diminuer la sienne. Je ne vois pas l'horizon se dégager pour l'instant. Le ministère de la culture, avec lequel nous travaillons très bien au quotidien, affirme que le ministère des affaires étrangères restera la tutelle principale, ce qui signifie qu'il ne faut pas espérer un rééquilibrage dans l'immédiat. Nous allons nous employer à le convaincre de s'intéresser aux programmes qu'il finance mais aussi à nos coûts de structure. Il est normal que les coûts de structure, qui sont importants malgré nos efforts en faveur de leur réduction, soient partagés entre les tutelles.

Sur la langue française, le sujet qui a suscité le plus grand nombre de questions de votre part, je ne partage pas la vision dramatique de l'état du français dans le monde. Le français reste la deuxième langue enseignée, la troisième langue pour les affaires et la quatrième dans le numérique. Les perspectives de croissance sont importantes.

Il ne faut toutefois pas s'endormir sur ces chiffres. Il ne suffit pas de compter un grand nombre de francophones, il faut de vrais francophones qui parlent véritablement le français. Je fais le même constat que vous au Maghreb mais aussi en Europe centrale et orientale : le français est moins enseigné.

La Chine compte 220.000 francophones pour 1,4 milliard d'habitants. C'est très peu. L'un des verrous au développement de l'apprentissage du français tient à l'impossibilité de présenter l'examen d'entrée à l'université dans une autre langue que l'anglais. Les étudiants chinois abandonnent le français au moment de l'examen au profit de l'anglais pour être sûrs d'intégrer la meilleure université.

Le développement de la langue française repose sur trois piliers. Le premier d'entre eux est la coopération. Le cœur de cible, ce sont les 115 millions d'apprenants et les 900.000 professeurs. Notre intérêt est d'inciter les pays dans lesquels on apprend le français à consacrer des crédits à la politique éducative. Le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) du 30 novembre dernier ouvre des perspectives en permettant à l'Agence française de développement (AFD) de consacrer plus de moyens à l'enseignement du français, faisant écho au discours du président de la République à Madagascar lors du sommet de la Francophonie qui évoquait la formation des 180.000 professeurs dont l'Afrique a besoin pour continuer à y enseigner un français de qualité. Dès que nous avons eu connaissance de ce message présidentiel, nous avons pris l'attache de l'AFD pour voir comment relancer la campagne d'enseignement du français en Afrique ou ailleurs, grâce aux nouveaux crédits. Le sujet est à l'étude, j'espère qu'il débouchera assez rapidement sur des mesures concrètes qui permettront de consolider l'enseignement du français dans des pays qui ont une longue tradition francophone.

Deuxième pilier, l'Institut français, qui enseigne le français à 360.000 apprenants. Les Instituts connaissent des difficultés financières car ils dépendent du succès des cours qu'ils dispensent. Compte tenu de la réduction constante des subventions, ces difficultés affectent la modernisation de leur appareil pédagogique ou son développement. L'Institut apporte son aide à l'ensemble du réseau au travers de plateformes numériques qui offrent aux enseignants du matériel pédagogique sur lequel ils peuvent s'appuyer.

Troisième pilier, les Alliances françaises qui sont des associations de droit local. Ces structures légères connaissent plus ou moins de succès selon les pays. À Cuba et en Amérique latine, elles sont très performantes. Dans certains pays dans lesquels les alliances aimeraient se développer, les associations de droit local subventionnées ou assistées par des pays étrangers sont moins bien accueillies ; je pense au Moyen-Orient et aux pays de l'Est. Les autorités de ces pays se méfient du pouvoir de pénétration et d'influence étrangère de ces associations. Le choix entre les deux structures est lié à des considérations budgétaires : les Instituts sont plus lourds à déployer - il faut une politique immobilière - mais ils sont à la main de l'ambassade ;

les alliances sont plus faciles à multiplier mais avec le risque de s'exposer politiquement vis-à-vis des pays hôtes. C'est le cas en Égypte. Ce n'est pas neutre de choisir de déconcentrer l'Institut français ou de créer une Alliance française.

Le gisement que constituent les financements européens ne nous a pas échappé. Nous avons créé une cellule spécifique pour suivre les appels d'offres et essayer de profiter des moyens mis à disposition par l'Union européenne. Ces appels d'offres ne portent pas seulement sur l'enseignement du français. Il y a moins de deux ans, nous avons gagné un appel d'offres pour un programme sur l'éducation au cinéma. Nous avons été désignés pays pilote pour ce programme baptisé «CinEd - European cinema education for Youth», financé pour la seconde année consécutive par la Commission, qui comprend une douzaine de pays et qui vise à former de nouveaux publics au cinéma.

Le réseau des Instituts culturels nationaux de l'Union européenne (EUNIC) est un moyen de fédérer les actions européennes dans les pays dans lesquels les services culturels travaillent bien ensemble. J'espère que la stratégie en cours d'élaboration de Federica Mogherini, la Haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité de l'Union européenne, qui place beaucoup d'espoir dans la culture, s'appuiera sur ce réseau qui a notre faveur et qui peut facilement tourner à notre avantage. Nous sommes forts dans tous les pays et nous sommes capables d'utiliser les moyens mis à disposition par l'Union pour favoriser des programmes de culture européenne dans lesquels le français occupe une place importante.

TV5 Monde et France 24 sont des partenaires permanents avec lesquels nous avons signé des conventions. Ils sont associés à toutes nos campagnes de promotion du français. L'entente entre les opérateurs est vraiment bonne. Je peux également citer Unifrance et d'autres opérateurs qui, tous, ont une bonne compréhension des enjeux de l'influence française à l'étranger et du rôle de la langue. Nous n'avons aucun mal à les associer à nos actions, ni à trouver auprès d'eux des relais constructifs.

La coopération avec l'Alliance française est bonne. L'Institut français siège au conseil d'administration de la Fondation Alliance française. Nous partageons les mêmes objectifs, avec un seul bémol : les alliances françaises sont principalement spécialisées dans l'enseignement du français. Or, elles se positionnent parfois en concurrence avec l'Institut français. C'est un peu dommage car nous ne sommes pas là pour nous disputer sur le terrain de la culture mais pour nous associer sur le terrain de l'efficacité de l'enseignement du français. C'est un message que nous répétons souvent. Le choix entre l'Alliance française - une construction légère - et l'Institut français - une construction en dur et durable - n'est pas neutre. Les objectifs sont les mêmes mais le poids est différent en termes de réalisation d'objectifs. Dans l'ensemble, les relations sont excellentes.

Les exemples de mutualisation sont rares. La collaboration se passe sans difficultés avec l'Allemagne à Ramallah. Nous étudions ce modèle, nous pourrions le reproduire, mais la réussite d'une association avec un pays étranger tient d'abord aux personnes. Nous verrons ce que nous pourrions retirer des expériences de cette nature qui vont sans doute se multiplier. Nous avons connu par le passé le schéma de l'ambassade franco-allemande qui a été tenté à plusieurs reprises avec des résultats très divers. Cela dépend beaucoup des personnes sur place.

La directrice générale déléguée. Les 39 pays prioritaires ne sont pas tous prescripteurs. Israël n'est peut-être pas un pays prescripteur vis-à-vis de ses voisins du Proche-Orient mais il l'est vis-à-vis des pays occidentaux. Il faut savoir que, il y a deux ans, quarante séries ont été développées sur le modèle de séries israéliennes. Israël figure sur la liste au titre de son poids culturel sur la scène internationale.

Quant à la coopération, nos programmes dans ce domaine sont historiques - «Afrique et Caraïbes en créations» ou «Aide aux cinémas du monde». Nous entendons poursuivre cette politique, puisque le dialogue avec les cultures étrangères fait partie des missions de l'Institut, mais celle-ci a pâti des baisses de budget subies ces dernières années. Nous avons dû adapter nos moyens. Nous continuons de développer cette politique avec des partenaires. Nous allons mener une opération sur l'urbanisme au Sénégal avec la Fondation Rotschild ; Bruno Foucher a mentionné le «Lab Africa» avec le Goethe-Institut ; nous organisons à l'automne prochain une grande manifestation au Mali que nous avons fait naître, la Biennale de photographie de Bamako. Nous continuons, avec les contraintes qui sont les nôtres, à remplir notre mission de coopération d'autant plus importante qu'elle est dans l'ADN de la culture française.

Nous nous appuyons constamment sur la culture patrimoniale. N'oublions pas que lors des inondations du printemps dernier, le New York Times a fait sa une sur la fermeture du Louvre. Mais la France est aujourd'hui connue dans le monde pour la «French touch». Nous nous devons de nous appuyer sur tous les moyens mis à notre disposition. Le service culturel aux États-Unis nous rapporte - ce que nous savons - que, dans le domaine du spectacle vivant, la France est l'une des meilleures scènes artistiques mondiales grâce à ses capacités d'innovation ; nous sommes demandés dans le monde entier, notamment aux États-Unis qui sont sans conteste un pays prescripteur. Malheureusement les contraintes budgétaires nous empêchent de soutenir cette demande alors même que les acteurs de cette scène ont eux-mêmes besoin d'être présents à l'international pour construire leur carrière et leur modèle économique.

L'opération La Nuit des idées a été lancée, par l'Institut français, main dans la main avec le réseau culturel. Pour 80% des événements qui seront proposés, c'est lui qui est à la manoeuvre. Cette opération est le résultat d'une parfaite coordination entre le réseau culturel, les Alliances et l'Institut français.

Le président du conseil d'administration - J'ai évoqué le «Lab Africa» pour lequel, M. le député, la coopération avec les Allemands est satisfaisante. Le MEDEF est demandeur de contacts intergénérationnels avec de jeunes entrepreneurs africains, qui sont souvent des artistes. Nous avons commencé à travailler avec lui sur ce sujet.

L'évaluation des Saisons fait partie de mes préoccupations depuis que je suis arrivé à la tête de l'Institut. Une Saison est un projet lourd à monter. Elle est évaluée immédiatement après qu'elle a pris fin au travers du nombre de spectateurs et de son écho dans les médias, mais nous souhaiterions mettre en place une évaluation sur le long terme. Les entreprises sont très impliquées dans les Saisons. L'impact de cet investissement ne peut être évalué que sur le long terme.

Nos liens avec la Villa Médicis se sont concrétisés l'année dernière au travers du festival

«Viva villa» dans lequel, pour la première fois, à l'occasion des journées du patrimoine, les trois villas de création à l'étranger - la villa Médicis à Rome, la casa de Velazquez à Madrid et la villa Kujoyama à Kyoto - ont présenté, dans un certain nombre de lieux parisiens, le travail des artistes qu'elles accueillent et qui suscite encore des questions. Cette année, nous organisons une nouvelle édition de ce festival./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)